

5G : le Canada rejette Huawei

Après trois années de débats et hésitations, le Canada a mis fin au suspense en annonçant sa décision de se passer de Huawei pour le développement de son réseau 5G domestique. ZTE, autre géant chinois des télécommunications, est aussi écarté.

Huawei a, vendredi, fustigé la décision prise par le gouvernement Trudeau.

Au Canada, Huawei contraint de plier bagage

Le Canada a finalement décidé de dire « non » à Huawei et ZTE. Les ministres canadiens de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie, François Philippe Champagne, et de la Sécurité publique, Marco Mendicino, ont expliqué que la décision découlait d'un examen à la fois « minutieux et exhaustif » réalisé par les autorités du pays à la feuille d'érable.

« Les fournisseurs qui ont déjà installé un équipement 5G devront cesser de l'utiliser et le retirer dans le cadre des plans que nous annonçons aujourd'hui », a expliqué le ministre Champagne à la presse, dans une déclaration [relayée par Reuters](#).

Les opérateurs télécoms canadiens, à savoir Rogers, Telus ou encore Bell, perdront à ce titre le droit d'utiliser, dans leur réseau, des composants ou des services fournis par les deux entreprises chinoises, accusés de menacer la sécurité nationale du Canada.

Pékin gronde et prévient

De façon plus précise, le gouvernement canadien précise que les entreprises qui utilisent déjà des composants et équipements 5G estampillés Huawei devront les retirer ou à tout le moins cesser de les utiliser le 28 juin 2024 au plus tard, et ce sans compensation.

Cette interdiction de la 5G « made in Huawei » est aussi valable pour la 4G, plus problématique pour les opérateurs puisque ce réseau est bien plus ancré dans le territoire. Mais ici, le gouvernement laisse aux opérateurs jusqu'au 31 décembre 2027 pour retirer les équipements concernés.

Le Canada s'aligne ainsi sur le reste du [réseau Five Eyes](#), puisqu'il était le seul pays de cette alliance qui rassemble les services de renseignement australien, américain, britannique, néo-zélandais et donc canadien, à avoir reporté sa décision d'éjecter Huawei des réseaux 5G.

Les tensions diplomatiques avec Pékin étaient réelles ces dernières années, sur fond de détention de Meng Wanzhou, fille du fondateur de la firme de Shenzhen, depuis rentrée en Chine. Il n'est pas certain qu'elles s'apaisent dans le contexte actuel.

La Chine, justement, condamne sans détour la décision du gouvernement de Justine Trudeau. Vendredi, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères a promis que le pouvoir prendrait toutes les mesures nécessaires pour protéger les intérêts de ses entreprises.

Alexandre Boero